

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 06/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENRI SELMER PARIS

45 RUE MAURICE BERTEAUX
78711 Mantes-la-Ville

Code AIOT : 0006503355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2024 dans l'établissement HENRI SELMER PARIS implanté 45 RUE MAURICE BERTEAUX 78711 MANTES-LA-VILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une plainte pour nuisances sonores déposée à l'encontre de la société.

Cette inspection a été complétée par une observation des activités hors du site le 23 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENRI SELMER PARIS
- 45 RUE MAURICE BERTEAUX 78711 MANTES-LA-VILLE
- Code AIOT : 0006503355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Selmer a été fondée par Henri Selmer en 1885 à Mantes. C'est une société indépendante et propriété exclusive de la famille du fondateur qui occupe aujourd'hui une place prépondérante sur le marché international de la vente d'instruments à vent. La société s'adresse principalement à des musiciens professionnels et exporte 75% de sa production, dont 30 % au Japon.

A l'origine, la société se limitait à la fabrication d'anches et becs pour instruments de musique, elle fabrique désormais une large gamme d'instruments à vent de haut de gamme et d'accessoires. Les saxophones représentent aujourd'hui la majorité de la production, devant les clarinettes, historiquement premiers instruments fabriqués, les bassons, les instruments d'ordonnance, ainsi qu'un catalogue important d'accessoires (becs, étuis,...).

Les installations sont implantées sur deux sites :

- usine A et C : 13 663 m², dont une surface couverte 9 993 m²
- usine B : 2 553 m² totalement bâtie.

Le siège social est basé à Paris.

L'effectif en 2021 est de 460 personnes.

Les activités exercées au sein de l'usine A relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE, celles exercées au sein de l'usine B relèvent du régime de l'enregistrement.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.3.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Dispositifs de désenfumage	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 8.1.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Représentativité des mesures	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article points 2.2 et 2.6 de l'annexe	/	Demande d'action corrective	1 mois
13	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.2.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
14	Vibration	Arrêté Préfectoral	/	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		du 07/12/2010, article 6.3		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Dispositif asservissant l'arrêt du chauffage des cuves	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Localisation des risques accidentels	AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Retentions	AP Complémentaire du 07/12/2020, article 7.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Aménagement de l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.1.1	/	Sans objet
9	Véhicules et engins	Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.1.2	/	Sans objet
10	Appareils de communication	Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.1.3	/	Sans objet
11	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté des éléments de réponse aux constats relevés lors de la précédente

inspection, qui ont pu être en partie résolus.

Concernant les nuisances sonores, l'exploitant a présenté les actions mises en œuvre pour identifier les sources de bruit, réduire et caractériser les impacts.

Il conviendra néanmoins de procéder à une nouvelle campagne de niveau sonore afin d'évaluer l'impact des différentes activités du site de jour et de nuit et via plusieurs points de mesure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que les pictogrammes de danger antérieurs au règlement CLP étaient utilisés pour certain étiquetage dans les locaux.</p> <p>Par courriel du 10/10/22, l'exploitant a transmis des éléments de réponse aux constats relevés lors de la précédente inspection et en particulier des photo des affichages avant/après au niveau du dégraissage lessiviel et du dérochage.</p> <p>Lors de l'inspection, il précise également que le chrome VI a été substitué à l'été 2023 par du chrome III.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositif asservissant l'arrêt du chauffage des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p>
Constats : <p>Le test de ces dispositifs n'avait pas été autorisé par l'exploitant lors de la précédente inspection. Il lui avait donc été demandé de transmettre les conclusions du prochain test qu'il réaliserait en autonomie.</p> <p>Dans son courrier de réponse, l'exploitant indique :</p> <p>« Leur bon fonctionnement ne peut être vu en fonctionnement normal mais uniquement que lorsque les vidanges ont lieu (voyant / alarme au niveau de l'armoire électrique). Nous allons mettre en place un document de consignation de vérification de ce bon fonctionnement à chaque vidange et vous le transmettre ».</p> <p>Lors de l'inspection, il précise que le test est désormais réalisé à chaque vidange de bain de l'usine A, soit environ tous les 2 à 3 mois. Les résultats de ces tests sont consignés. A noter que l'inspection ne s'est pas rendue au sein de l'usine A et que ce point sera abordé à l'occasion de la prochaine inspection.</p> <p>Les cuves de l'usine B n'étant pas chauffées, ce dispositif n'est pas requis.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Localisation des risques accidentels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à risque
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée :

<p>Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010</p> <p>Article 7.2.2. Localisation des risques</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, il avait été relevé que les plans présentés ne faisaient pas apparaître le local dégraissage lessiviel au RDC de l'usine B.</p> <p>Par courriel du 10/10/22, l'exploitant a transmis un plan mis à jour faisant apparaître le local dégraissage lessiviel au RDC de l'usine B (risque chimique).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.3.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010</p> <p>Article 7.3.3.3. Contrôle des installations électriques</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des mesures correctives prises si nécessaires. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, il avait été relevé que :</p>

- les derniers rapports de contrôle de l'installation électrique concluent que celle-ci présente un risque d'incendie et/ou d'explosion ;
- des éléments relatifs à l'usine A sont intégrés au contrôle de l'usine B ;
- aucun tableau de suivi des anomalies relevées n'a été mis en place pour l'usine B (alors qu'il existe pour l'usine A).

Dans son courriel de réponse, l'exploitant déclare :

« Une majorité des non-conformités du Q18 de l'usine B ont été traitées durant l'été 2022. La vérification annuelle 2022 a lieu S38 et S39. Dès que nous recevons le rapport nous vous le transmettrons pour que vous puissiez constater l'évolution.

Dans les rapports de contrôle des installations électriques, les bâtiments de l'usine au 45 rue Maurice Berteaux (usine B) sont appelés A et B pour désigner et distinguer les bâtiments occupés par la chaudronnerie d'un côté et par les becs / décolletage de l'autre. Cela n'a rien à voir avec l'appellation donnée par Selmer des usines. Nous avons bien 2 rapports de vérifications séparés pour les installations des sites au 25 rue Maurice Berteaux et au 45 Rue Maurice Berteaux. Nous pouvons voir avec le vérificateur APAVE pour changer ces appellations qui peuvent prêter à confusion.

Contrairement à ce que vous indiquez nous avons bien un suivi des anomalies issues de ce contrôle pour l'usine B comme pour l'usine A (cependant comme indiqué lors de votre visite il n'y a pas eu de travail de mise à jour depuis 2020. Le voici). Nous vous le communiquerons à nouveau lorsque nous aurons intégré le rapport de vérification 2022 ainsi que les anomalies issues des contrôles thermographiques. »

Par courriel du 23/04/24, il transmet le Q18 du 25/08/23 qui précise que :

- des travaux de mise en conformité ont été effectués depuis la précédente vérification ;
- l'installation présente un risque d'incendie et/ou d'explosion.

Deux anomalies sont relevées :

- 1) la protection contre les risques de surintensités est incomplète (remarque générale sur l'ensemble de l'établissement) ;
- 2) la protection contre les surcharges des récepteurs de l'aérotherme CIAT n'est pas assurée.

Dans son courriel, l'exploitant décrit les actions engagées concernant ces deux propositions :

- 1) Le sujet devait être traité au fur et à mesure de l'avancement passage 380V, mais le projet a été abandonné. L'action n'a pas encore été réalisée
- 2) Prévu dans les travaux d'été 2024.

Par courriel du 23/04/24, il transmet le Q19 du 01/06/23 qui relève 3 anomalies de priorité 2. L'exploitant indique que le point 2 a été traité et les points 1 et 3 seront traités durant la fermeture cet été.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Les derniers rapports de contrôle de l'installation électrique relèvent des anomalies qui n'ont pas encore été traitées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2020, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010</p> <p>Article 7.5.3.1. Conception</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres,• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts avec un minimum de 250 litres,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts avec un minimum de 250 litres,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides, et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée.</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés...). Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>Les rétentions générales doivent munis de déclencheurs d'alarme en point bas.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses</p>

sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions au titre 5 du présent arrêté. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches à l'abri des eaux météoriques et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus.

Constats :

Lors de la précédente inspection, un stockage d'huile hors rétention avait été identifié à proximité de l'essoreuse.

Dans son courriel de réponse, l'exploitant déclare « Nous avons mis une rétention sous le seau récupérateur d'huile de l'essoreuse (qui sert juste de stockage tampon pour le pompage automatique dans le container à l'extérieur qui lui est déjà équipée d'une rétention) ».

Lors de l'inspection, l'inspection a pu constater la présence d'une rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022

Prescription contrôlée :

Arrêté de prescriptions complémentaires n°10-355/DRE du 07/12/2010

Article 7.7.2. Ressources en eau et mousse L'exploitant dispose a minima :

- D'un réseau d'eau suffisant pour permettre l'alimentation simultanée de 3 poteaux d'incendie normalisés de 100 mm piqués directement, sans passage par by-pass, sur une canalisation assurant un débit de 500 l/mn (30 m³/h) et placés à moins de 100 m des bâtiments,
- des robinets d'incendie armés,
- d'extincteurs portatifs 6 kg minimum de types divers (poudre, eau, CO₂) répartis judicieusement de telle sorte que les distances à parcourir pour atteindre un appareil ne dépassent pas 15 m,
- d'extincteurs appropriés aux risques particuliers d'incendie,
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles de projection.

Le réseau d'eau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les

risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les rapports de contrôle des extincteurs et de débit des poteaux incendie.</p> <p>Dans son courriel de réponse, l'exploitant indique :</p> <p>« Comme vu avec vous lors de votre visite il était indiqué dans notre registre sécurité la date du 10/09/22 pour la pose des 38 extincteurs à remplacer suite au contrôle annuel du 10/5/22. Cette date étant impossible il s'agissait bien sur d'une erreur et il fallait lire la date du 10/06/22 comme j'ai pu vous l'indiquer (date retrouvée dans mon propre calendrier). Il n'y a pas de rapport de contrôle pour cette date puisqu'il ne s'agit pas d'un contrôle mais juste d'une pose des extincteurs neufs pour se mettre en conformité. La preuve de cette pose est justement ce qui est écrit dans le registre de sécurité à la date du 19/9/22.</p> <p>Veillez trouver ci-joint le rapport de contrôle des RIA de l'usine C effectué le 28/7/22</p> <p>Pour les rapports de contrôle de débits des poteaux incendie de la rue, une demande à la GPSEO a été faite (sans retour pour l'instant) »</p> <p>Par courriel du 23/04/24, l'exploitant transmet les bons de travaux relatifs aux contrôles/remplacements des extincteurs.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a exprimé les difficultés qu'il rencontre pour obtenir les résultats des contrôles de débit des poteaux auprès de la mairie et de GPSEO.</p> <p>Via le logiciel de suivi REMOCRA du SDIS, l'inspection a pu identifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les poteaux suivants situés à moins de 100m : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un poteau en fonctionnement situé au 42 avenue Jean Jaures, dont le débit a été contrôlé pour la dernière fois en 2020 ; ◦ un poteau non fonctionnel situé sur Colonel Moll, dont le débit a été contrôlé pour la dernière fois en 2021. • les poteaux suivants situés à plus de 100m : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un poteau en fonctionnement situé au 6 rue Jules Ferry, dont le débit a été contrôlé pour la dernière fois en 2020 ; ◦ un poteau en fonctionnement situé 2 rue de l'Île de France, dont le débit a été contrôlé pour la dernière fois en 2021.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conclusion : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle des débits des poteaux incendie situés à proximité.</p> <p>Sous réserve de l'accord de la commune, les mesures de débit peuvent être réalisées par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositifs de désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2010, article 8.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Article 8.1.1.2. Dispositifs de désenfumage</p> <p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Ces dispositifs doivent être opérationnels avant le 31/12/2011.</p> <p>Ils sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces actions sont consignées et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle pour les dispositifs de désenfumage présents dans l'usine B.</p> <p>Dans sa réponse, l'exploitant indique : « La société AMI2S interviendra le 17 octobre pour les vérifications annuelles des alarmes incendie ainsi que le contrôle du désenfumage. Dès réception du rapport nous vous le transmettrons. »</p> <p>Lors de l'inspection, aucun macaron de contrôle n'était apposé sur le boîtier de désenfumage. Le test du dispositif n'a pas pu être réalisé, considérant que celui-ci entraînerait l'intervention d'un prestataire pour le remplacement de la cartouche.</p> <p>Par courriel du 23/04/24, l'exploitant transmet le bon d'intervention n°53180 du 15/11/23, selon lequel le système était en veille à l'arrivée du prestataire mais également à son départ et qu'il convient de prévoir une nouvelle intervention pour effectuer les essais sur le désenfumage naturel. Aucun détail n'est donné quant aux prestations réalisées. La nouvelle date d'intervention n'a pas été fixée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Conclusion : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du bon fonctionnement des dispositifs de désenfumage.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Aménagement de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement sont applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une plainte a été adressée à l'exploitant de l'installation en raison de nuisances sonores. Les bruits, perçus entre 5h et 22h du lundi au samedi, sont caractérisés comme permanents, continus et seraient liés à deux extractions d'air situées en limite de propriété. Des bruits mécaniques plus ponctuels sont également mentionnés ainsi que des vibrations.</p> <p>Par courriel du 22/01/24, l'exploitant a indiqué à l'inspection que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les aspirations concernées en chaudronnerie sont les points 6 (aspiration des poussières de l'atelier de chaudronnerie) et 5 (aspiration des soudures) ; • les horaires d'activité sur cette partie de l'usine sont potentiellement de 5H à 20H (avec une activité très réduite de 3 personnes de 17H30 à 20 H et coupure des aspirations à 20 H). <p>Lors de l'inspection, l'exploitant précise que les activités liées à la chaudronnerie sont exercées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du lundi au vendredi ; • de 5H à 20H, avec un fonctionnement réduit entre 5h et 7h30 puis entre 17h30 et 20h ; • le façonnage manuel (martelage) s'arrête au plus tard à 17h30 ; • les activités manuelles ont pour vocation à s'arrêter car remplacées progressivement par une cabine robotisée automatique (actuellement en cours de réglage, nécessitant encore des actions manuelles de reprise). <p>L'exploitant indique qu'une ronde de l'installation est effectuée à 20h pour s'assurer notamment de l'arrêt des aspirations. Une check-list des opérations à contrôler est utilisée pour cette ronde.</p> <p>Il précise que d'autres activités sur le site sont exercées à un rythme différent mais sont situées au plus loin de l'habitation du plaignant. L'atelier Becs fonctionne de nuit et, exceptionnellement, le samedi matin entre 6h et midi. Cette activité n'est pas liée à l'aspiration identifiée par le plaignant.</p> <p>Le compresseur principal, situé au niveau de la cours et à proximité du point 5, a été identifié</p>

comme source de bruit. La nuit, cet équipement est arrêté au profit d'un petit compresseur, situé au sein d'un local à proximité de l'essoreuse.

Selon le rapport de contrôle des niveaux de bruit :

- la production est réalisée en 24h/24, avec une activité réduite de 20h à 7h ;
- horaire du personnel compris entre 7h et 17h30 ;
- atelier chaudronnerie entre 5h et 20h ;
- atelier commande numérique en 3x8h (côté usine A&C).

Le 23/05/24 entre 17h20 et 17h50, l'inspection a constaté que des activités étaient exercées dans l'atelier chaudronnerie et que l'aspiration était en fonctionnement. L'exploitant a confirmé à l'inspection par téléphone qu'il était bien prévu que cette aspiration fonctionne jusqu'à 20h mais qu'il n'était pas exclu que celle-ci soit coupée plus tôt si les activités s'arrêtent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Véhicules et engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores

Prescription contrôlée :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

Constats :

Peu de véhicules circulent sur le site (2 chariots pour l'ensemble des 2 usines) et principalement entre l'accès par la rue Jules Ferry et l'entrée du magasin.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Appareils de communication

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores

Prescription contrôlée :

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Constats :

L'exploitant n'a pas recours à ce type d'appareil, à l'exception d'une sonnette pour la pause matinale de 10h, qui ne devrait pas être à l'origine de nuisance à l'extérieur de l'usine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié. Ce contrôle sera effectué, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. La première mesure sera réalisée dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 22/01/24, l'exploitant a transmis un plan des exutoires et le dernier rapport de contrôle des niveaux de bruit, datant du 27/10/23.</p> <p>La précédente campagne avait été réalisée du 12 au 13 décembre 2022 par un autre prestataire.</p> <p>Le rapport identifie les sources de bruit suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'activité des ateliers ; • les équipements techniques de production extérieurs, notamment les extracteurs d'air des ateliers de chaudronnerie et de soudure ainsi que l'aspirateur de brouillards d'huile de l'atelier commande numérique. <p>Les sources impactant principalement le bruit résiduel sont le trafic routier et l'activité humaines.</p> <p>Le rapport indique que les mesures ont été réalisées selon la norme NFS 31-010 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement, sans déroger à aucune disposition, et que la méthode de mesurage mise en œuvre est celle dite d'expertise de la norme NF S 31-010, complétée par les dispositions décrites en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Représentativité des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article points 2.2 et 2.6 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 2.2. Conditions de mesurage (point 6.2 de la norme)</p> <p>"Le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté d'autorisation, est effectué aux emplacements désignés par cet arrêté. A défaut, les emplacements de mesures sont déterminés en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, de manière à avoir une représentativité satisfaisante de l'effet potentiel des émissions sonores de l'installation sur les zones habitées.</p> <p>Note : l'arrêté d'autorisation peut moduler les niveaux admissibles selon différentes parties du pourtour de l'installation, en fonction de l'implantation des zones à émergence réglementée par</p>

rapport à l'établissement ; les contrôles doivent en principe porter sur chacun d'eux.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements jugés les plus représentatifs des zones à émergence réglementée. Dans le cas du traitement d'une plainte, on privilégiera les emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux."

Point 2.6 Acquisitions des données, choix et durée des intervalles d'observations (point 6.6 de la norme) :

"Les mesurages doivent être organisés de façon à donner une valeur représentative du niveau de bruit qui existe sur l'ensemble de la période de fonctionnement de l'activité.

On entend par période de fonctionnement la période où l'activité est exercée dans des conditions normales. En règle générale, cela correspond à la période de production. En dehors de cette période, des opérations de nature différente (maintenance, mise en veille de machines, etc.) mais générant peu ou pas de bruit peuvent avoir lieu. Elles ne doivent pas être incluses dans l'intervalle de référence, afin d'éviter une " dilution " du bruit correspondant au fonctionnement normal par allongement de la durée d'intégration. Toutefois, si ces opérations sont à l'origine de niveaux de bruit comparables à ceux de l'établissement en fonctionnement normal, elles sont intégrées dans l'intervalle de référence.

Si le fonctionnement se déroule sur tout ou partie de chacune des périodes diurne ou nocturne, le niveau équivalent est mesuré séparément pour chacune des parties de la période de fonctionnement (que l'on retiendra comme intervalle de référence) se situant dans les tranches horaires 7 heures - 22 heures ou 22 heures - 7 heures.

De la même façon, la valeur représentative du bruit résiduel est déterminée pour chaque intervalle de référence.

Exemple 1 : activité fonctionnant de 7 heures à 17 h 30 :

L'intervalle de référence est 7 heures - 17 h 30. L'arrêté d'autorisation fixe, pour un emplacement donné, un seul niveau de bruit admissible.

Exemple 2 : activité fonctionnant de 4 heures à 23 heures :

Les trois intervalles de référence sont : 4 heures - 7 heures, 7 heures - 22 heures et 22 heures - 23 heures. L'arrêté d'autorisation fixe, pour un emplacement donné, trois niveaux de bruit admissibles (un pour chaque intervalle de référence).

Exemple 3 : activité fonctionnant 24 heures sur 24 :

Les deux intervalles de référence sont 7 heures - 22 heures et 22 heures - 7 heures. L'arrêté d'autorisation fixe, pour un emplacement donné, deux niveaux de bruit admissibles pour chacune des périodes diurne et nocturne.

Les valeurs des niveaux de bruit ambiant et résiduel sont déterminées par mesure, soit sur la totalité de l'intervalle de référence, soit sur plusieurs " échantillons ", dont la représentativité est essentielle pour permettre une conclusion correcte quant à la conformité de l'installation.

Toutes les garanties doivent être prises pour assurer à chaque emplacement de mesure cette représentativité :

- les mesurages doivent de préférence être effectués sur plusieurs intervalles de mesurage distincts, de manière à caractériser correctement le ou les intervalles de référence retenus ;
- la durée des mesurages doit prendre en compte toutes les phases de l'évolution du bruit pendant la totalité de la période de fonctionnement, particulièrement dans le cas de bruits fluctuants ;
- le fonctionnement de l'installation pendant le ou les mesurages doit correspondre aux activités

normales ; l'intervalle d'observation doit englober tous les cycles de variations caractéristiques de l'activité ;

- la mesure du bruit résiduel doit prendre en compte les variations se produisant pendant le ou les intervalles de référence.

Pour la détermination de chacun des niveaux de bruit ambiant ou résiduel, la durée cumulée des mesurages à chaque emplacement doit être d'une demi-heure au moins, sauf dans le cas d'un bruit très stable ou intermittent stable.

Si les valeurs mesurées sont proches des valeurs limites (niveaux admissibles et/ou émergence), un soin particulier sera pris dans le choix, la durée et le nombre des intervalles de mesurage."

Constats :

Comme vu précédemment, le rapport indique que les mesures ont été réalisées selon la norme NFS 31-010 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement et les dispositions décrites en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Selon le rapport, les mesures ont porté sur le niveau de bruit ambiant et l'émergence sonore et ont été effectuées sur une période de mesurage d'environ 3h le 25 octobre 2023, via un unique point positionné en zone à émergence réglementée (ZER) sise au 41 rue Maurice Berteaux, principalement impacté par l'extracteur d'air et l'activité de l'atelier chaudronnerie. Ce point de mesure est au plus près de l'habitation du plaignant.

La mesure du bruit ambiant diurne a été réalisée pendant une plage de fonctionnement de l'installation entre 15h40 et 17h40. La mesure du bruit résiduel, en période d'arrêt de l'activité du site, a été réalisée entre 17h40 et 18h40 environ. Cet arrêt a concerné l'atelier de chaudronnerie et les équipements techniques extérieurs de production.

Ainsi, considérant que les activités de l'atelier de chaudronnerie et l'aspiration fonctionnent entre 5h et 20h, les mesures auraient dû être réalisées sur les intervalles de référence suivants :

- entre 5h et 7h ;
- entre 7h et 20h.

Pour les activités exercées après 20h, la campagne aurait également dû considérer les intervalles entre 20h et 22h et après 22h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion :

Le dernier contrôle des niveaux sonores et de l'émergence n'a été réalisé qu'en période diurne : aucune mesure en période de nuit n'a été réalisée.

Les mesures de bruit n'ont été réalisées qu'en un seul point de mesure situé en ZER : l'impact sonore n'a donc pas pu être évalué à l'échelle du site. L'impact des différentes sources de bruit n'a pas pu être évalué.

Aussi, il ne peut pas être considéré que les mesures effectuées permettent de caractériser une valeur représentative du niveau de bruit sur l'ensemble de la période de fonctionnement de l'activité.

Ainsi, il est demandé à l'exploitant de procéder à une nouvelle campagne de mesure de bruit en :

- procédant à des mesures en période diurne et nocturne, le choix et la durée des intervalles

d'observation devront être justifiés ; <ul style="list-style-type: none"> • intégrant d'autres points de mesure à des emplacements pertinents, notamment • au niveau des 2 accès rue Maurice Berteaux et rue Jules Ferry afin de pouvoir évaluer l'impact des compresseurs et de l'aspiration des soudures ; • au niveau de la maison du plaignant en positionnant le capteur sur le toit de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.2.3																	
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores																	
Prescription contrôlée : <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :</p> <table> <tr> <th>PERIODES</th><th>PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) dB(A)[°]</th><th>PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) dB(A)[°]</th></tr> <tr> <td>Niveau sonore limite admissible en limite de propriété</td><td>60</td><td>50</td></tr> </table> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.2 dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définis sur un plan à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tableau figurant à l'article 6.2.2 :</p> <table> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr> <tr> <td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6dB(A)</td><td>4dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </table>			PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) dB(A) [°]	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) dB(A) [°]	Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	60	50	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) dB(A) [°]	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) dB(A) [°]															
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	60	50															
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés															
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)															
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)															
Constats :																	

Selon le rapport :

- niveau sonore moyen (L_{aeq}) du bruit ambiant mesuré : 58,5 dB(A), pour une valeur limite fixée à 60 dB(A) ;
- niveau sonore qui a été dépassé pendant 50% du temps (L₅₀) du bruit ambiant mesuré : 54,5dB(A) ;
- niveau sonore moyen (L_{aeq}) du bruit résiduel mesuré : 58 dB(A) ;
- niveau sonore qui a été dépassé pendant 50 % du temps (L₅₀) du bruit résiduel mesuré : 49,5 dB(A).

Conformément au point b du paragraphe 2.5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, l'émergence correspond à la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés (niveau de bruit moyen L_{Aeq}) du bruit ambiant et du bruit résiduel. Néanmoins, lorsque la différence L_{Aeq} – L₅₀ des bruits résiduels est supérieure à 5 dB(A), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L₅₀ calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

Dans le cas présent, la différence L_{aeq} – L₅₀ des bruits résiduels étant supérieure à 5 DB(A), l'émergence est calculée à partir des L₅₀ et est donc égale à la valeur maximale réglementaire.

En période diurne, les niveaux de bruit et d'émergence sont conformes.

L'émergence en période nocturne n'a pas pu être évaluée.

Selon le rapport, l'analyse fréquentielle menée ne met pas en évidence de tonalités marquées.

A noter que le rapport relatif à la campagne de mesure de 2022 avait mis en évidence des dépassements des valeurs limites des niveaux sonores en périodes diurne et nocturne aux 4 points de mesures. L'émergence était conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conclusion : Compte tenu des éléments présentés au point précédent (représentativité des mesures), la conformité des valeurs limites devra être réévaluée à travers une nouvelle campagne des niveaux sonores

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2010, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores

Prescription contrôlée :

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôles, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux

vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.
<p>Constats :</p> <p>La plainte adressée à l'encontre des activités exercées par la société concerne également des vibrations perçues au sein de l'habitation. La campagne de mesure de 2023 n'a pas porté sur les vibrations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conclusion : Le dernier contrôle des niveaux sonores et de l'émergence n'a pas intégré la mesure des vibrations.</p> <p>Ainsi, il est demandé à l'exploitant de procéder à une campagne de mesure des niveaux vibratoires en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédant à des mesures en période diurne et nocturne ; • intégrant des points de mesure à des emplacements pertinents, notamment pour évaluer l'impact des activités de martelage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois